

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 06/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIVOM DU BORN

115 route de Piche
40200 Pontenx-Les-Forges

Références : -

Code AIOT : 0005201789

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement SIVOM DU BORN implanté 115 ROUTE DE PICHE 40200 Pontenx-les-Forges. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIVOM DU BORN
- 115 ROUTE DE PICHE 40200 Pontenx-les-Forges
- Code AIOT : 0005201789
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral PR/DAGR/1995/n°534 du 13 septembre 1995 le SIVOM des Cantons du Pays de Born est autorisé à exploiter une usine d'incinération d'ordures ménagères, relevant des rubriques 2771 (incinération d'ordures ménagères), 3520-a (incinération d'ordures ménagères IED).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Transmission des résultats d'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31 - b)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles (NEA-MTD)	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article II.6	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Surveillance des sols	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article II-5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Incendie du 14 juillet 2025	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31-a)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative - Rubriques 2771 / 3520 (Incinération)	AP Complémentaire du 25/10/2023, article I.2	/	Sans objet
2	Admission des déchets / Zones de chalandise	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article II.9	/	Sans objet
3	Situation administrative - Rubrique 1.1.1.0 - Piézomètres	Code de l'environnement du 02/04/2025, article R. 214-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 16/11/2023, article D. 541-48-1	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
9	Prévention contamination des sols et des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre est correctement exploité. L'exploitant doit déposer un porter à connaissance contenant l'ensemble des éléments susceptibles d'appuyer sa demande d'augmentation de la valeur limite d'émission (VLE) en flux d'ammoniac.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - Rubriques 2771 / 3520 (Incinération)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2023, article I.2			
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2771, rubrique 3520			
Prescription contrôlée :			
I.2 Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale			
[...]			
Rubrique	Installations classées	G r a n d e u r s caractéristiques	Régimes
[...]	[...]	[...]	[...]

2771	T r a i t e m e n t t h e r m i q u e d e s d é c h e t s n o n d a n g e r e u x : i n c i n é r a t i o n d'ordures ménagères	42 000 t/an four oscillant 5,33 t/h	Autorisation
[...]	[...]	[...]	[...]
3520-a)*	I n s t a l l a t i o n d'élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co- incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heures	42 000 t/an 5.33 t/h	Autorisation (IED)

*Rubrique IED principale

Constats :

L'exploitant indique avoir traité 39 430 tonnes de déchet au cours de l'année 2025. Cette quantité est inférieure aux 42 000 t/an autorisées, du fait de l'arrêt du fonctionnement de l'installation suite à l'incendie du 14 juillet 2025 (voir point de contrôle n°11 du présent rapport).

L'exploitant estime que, pour l'année 2026, la quantité annuelle de déchets traités sera d'environ 38 800 t du fait d'une maintenance programmée dont la durée est estimée à environ un mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Admission des déchets / Zones de chalandise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article II.9

Thème(s) : Autre, Déchets

Prescription contrôlée :

[...]

- les déchets concernant des retardateurs de flamme bromés sont interdits sur site ; une organisation est mise en place pour garantir l'absence d'admission de cette typologie de déchets ;

<p>- les déchets de type boues d'épuration autres que celles visées à l'article II.10 du présent arrêté, sont interdits sur site ;</p> <p>- les déchets liquides et gazeux (aérosols...) sont interdits sur site ;</p> <p>- Le traitement des scories produites est interdit sur site.</p>
<p>Constats :</p> <p>La zone de chalandise du site n'est pas définie dans les arrêtés préfectoraux encadrant les conditions de fonctionnement du site.</p> <p>L'exploitant indique que les déchets traités sur l'installation viennent du département des Landes (40) et des départements immédiatement limitrophes.</p> <p>Il est identifié qu'une partie des déchets viennent du département des Pyrénées-Atlantiques (65), en dehors de la région Nouvelle-Aquitaine. L'exploitant explique que ces apports sont des déchets de médicaments, collectés par CYCLAMED.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Situation administrative - Rubrique 1.1.1.0 - Piézomètres

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/04/2025, article R. 214-1		
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature IOTA, Piézomètre		
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective 		
Prescription contrôlée :		
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la	

	de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	
--	--	--

Constats :

L'exploitant transmet une fiche déclarative préalable à la réalisation d'un sondage, forage, création d'un puits ou ouvrage souterrain au titre de l'article L.214-1 du Code de l'environnement.

Les forages ont une profondeur inférieure à 50m, il n'est donc pas nécessaire de réaliser une déclaration sur le site DUPLOS du BRGM.

Il est proposé de prendre acte de la déclaration de l'exploitant, via la transmission d'un dossier acte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Transmission des résultats d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31 - b)

Thème(s) : Situation administrative, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

b) Consignation des résultats de surveillance et information de l'inspection des installations classées

[...] Les résultats des analyses demandées aux articles 9, 26, 28, 29 et 30, accompagnés des flux des polluants mesurés, sont communiqués à l'inspecteur des installations classées :

- selon une fréquence fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et au moins trimestriellement en ce qui concerne la mesure de la température de la chambre de combustion, les mesures en continu et en semi-continu demandées à l'article 28 et les mesures en continu à fréquence journalière ou mensuelle demandées à l'article 29, accompagnées de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées ;

- selon une fréquence fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et au moins une fois par an en ce qui concerne les mesures ponctuelles telles que définies aux articles 28, 29 et 30 et les informations demandées à l'article 26 ;

- dans les meilleurs délais lorsque les mesures en continu prévues à l'article 28 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée, au-delà des limites fixées par l'article 10, en cas de dépassement des valeurs limites d'émission en ce qui concerne les mesures réalisées par un organisme tiers telles que définies à l'article 28, en cas de dépassement des valeurs limites de rejet dans l'eau en ce qui concerne les mesures définies à l'article 29 et pour tout dépassement des valeurs limites de fraction soluble et de teneurs en métaux lourds dans les lixiviats des déchets produits par l'installation en ce qui concerne les mesures réalisées, le cas échéant, en application de l'article 26.

Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles.

Constats :

Il est rappelé à l'exploitant que les résultats de son autosurveillance doivent faire l'objet d'une transmission au plus trimestriel à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Idéalement, cette transmission est mensuelle.

L'exploitant s'est engagé à transmettre mensuellement les résultats de son autosurveillance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles (NEA-MTD)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article II.6

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions (VLE)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

[...]

Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que les valeurs limites d'émission dans l'air fixées ci-dessous ne soient pas dépassées.

[...]

Paramètre (mg/Nm3)	Rejets en sortie du four d'incinération	Période d'établissement de la moyenne
--------------------	---	---------------------------------------

Poussières	5	moyenne journalière
COVt	10	moyenne journalière
CO	50	moyenne journalière
HCl	8	moyenne journalière
HF	1	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
SO ₂	40	moyenne journalière
NH ₃	15	moyenne journalière
Cd+Tl	0.02	moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+N i+V	0.3	moyenne sur la période d'échantillonnage
Hg(*)	0.02	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
PCDD/PCDF (ng I-TEQ/Nm3)	0.06	moyenne sur la période d'échantillonnage (**) à long terme
PCDD/PCDF + PCB de type dioxines (ng I-TEQ/Nm3)	0.08	moyenne sur la période d'échantillonnage (**) à long terme

[...]

Constats :

Les rapports d'autosurveillance des rejets atmosphériques des mois d'avril à décembre 2025 sont consultés.

Dioxines et furannes : Les rapports de mesure montrent que les résultats sont toujours inférieurs à la valeur limite d'émission. Un incident (perte de cartouche), lié au prestataire et non à l'exploitant, a rendu impossible la réalisation de mesures pour le mois de juillet 2025.

Pour les paramètres suivis en continu (en conditions NOC) : Les résultats sont globalement

conformes aux exceptions suivantes prêt. Quelques dépassements très ponctuels sont identifiés (exemples : HCl en concentration - Avril 2025, HCl en concentration - Novembre 2025, SO₂ en flux et CO en flux - Décembre 2025), sans que cela n'appelle de remarque particulière.

Il est cependant constaté un dépassement systématique du flux autorisé de NH₃ (valeur limite d'émission en flux (VLE) : 1,5 kg/j). En décembre 2025, le flux journalier moyen de NH₃ émis à l'atmosphère est de 2.59 kg. Ce sujet avait déjà été identifié lors de la précédente visite d'inspection d'avril 2025.

L'installation traite les NO_x depuis le 3 décembre 2023, suite à la mise en place d'un système d'injection d'urée de type SNCR (technologie de réduction catalytique non sélective). Cela a pour conséquence l'émission à l'atmosphère d'une quantité résiduelle et maîtrisée de NH₃.

L'exploitant justifie ces dépassements récurrents par une VLE en flux historiquement non adaptée, fixée dans l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2011. Cette VLE en flux n'a pas été modifiée depuis, en particulier depuis la mise en place du système SNCR, augmentant sensiblement les émissions de NH₃.

L'exploitant souhaite donc désormais que la valeur limite d'émission en flux du NH₃ soit révisée à la hausse. En particulier, il propose, sur la base du guide d'application FNADE (révision 4), de fixer la VLE suivante :

$$\text{VLE_flux_NH}_3 = \text{Débit (m}^3/\text{h)} \times \text{VLE} = 36\,871 \text{ (m}^3/\text{h)} \times 15 \text{ mg/m}^3 = 13.27 \text{ kg/j}$$

L'exploitant indique pouvoir abaisser cette VLE à 10 kg/j.

Enfin, l'exploitant fait savoir qu'il n'est pas satisfait de la gestion administrative de son établissement et souhaite disposer d'un arrêté préfectoral consolidé. Il est rappelé que, préalablement à la signature de chaque acte, une consultation formelle de l'exploitant est réalisée, lui permettant de transmettre ses remarques sur les prescriptions qui lui seront opposables. Concernant la réalisation d'un arrêté préfectoral consolidé, ce dernier pourra être réalisé à l'occasion de l'instruction de porter à connaissance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En complément des éléments transmis (proposition de calcul d'une nouvelle VLE en flux pour le paramètre NH₃), et comme déjà demandé dans le rapport suite à la visite d'inspection d'avril 2025, l'exploitant doit transmettre :

- une analyse technico-économique justifiant de l'impossibilité de respecter la VLE en flux du paramètre NH₃ ;

- la justification de l'absence d'impact sur l'environnement et les tiers de l'installation suite à la potentielle hausse de VLE en flux du paramètre NH₃.

Ces éléments doivent être transmis dans un porter à connaissance dont l'instruction pourra aboutir à la rédaction d'un nouvel arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires (APC).

En complément, et s'il le souhaite, l'exploitant peut inclure, dans ce porter à connaissance, l'ensemble des éléments pertinents en vue de la réalisation d'un arrêté préfectoral consolidé (signalement de coquilles identifiées, prescriptions obsolètes, etc.).

Ces éléments ayant déjà été demandés, les dépassements de NH₃ se poursuivant et l'exploitant n'ayant répondu que partiellement à la précédente demande, le non respect de l'échéance associée à cette demande mènera systématiquement à une proposition de mise en demeure mise en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/11/2023, article D. 541-48-1

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle vidéo

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

II.-L'exploitant met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49, 105 et 119 de la loi no 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.

« Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :

- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé
- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.

<p>IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>+ Constats issus de la précédente inspection du 16 novembre 2023 : Le rapport d'indisponibilité n'a pas été présenté à l'inspection.Les vidéos du 16/11/2023 à 6h10 du matin ont été présentées à l'inspection. La plaque du camion n'est pas visible en période nocturne (reflet de la lumière des projecteurs semble-t-il). L'exploitant veillera à ce que les plaques des PL soient visibles jour et nuit. Sous 15 jours, l'exploitant précisera les travaux engagés afin de répondre à la prescription. Le journal de recensement des indisponibilités sera transmis à l'inspection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les caméras qui ont été vues fonctionnent correctement. En particulier, elles permettent de voir les déchargements de déchets, ainsi que les plaques d'immatriculation des véhicules (de jour comme de nuit).</p> <p>Il est constaté la bonne tenue du registre d'indisponibilité des caméras.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.</p> <p>Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant rappelle que l'ensemble des analyseurs des rejets atmosphériques du site ont été changés courant 2023.</p> <p>Suite à ce changement, deux rapports QAL 2 ont été réalisés, en 2024 et en 2025, pour chacun des analyseurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre les rapports QAL 2 réalisés en 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place une procédure QAL 3. Cette dernière sera réalisée par un prestataire extérieur, avec une fréquence trimestrielle.</p> <p>La fréquence de réalisation de la procédure QAL 3 est mentionnée dans les certificats QAL 1 de chaque appareil de mesure.</p> <p>Ainsi, il est indiqué que :</p> <p>- Pour les analyseurs multi gaz : "L'intervalle de maintenance est de quatre semaines si le composant O2 est intégré, si le composant COT est intégré, l'intervalle de maintenance est de deux mois, si les</p>

composants CO₂, HF et NH₃ sont intégrés, l'intervalle de maintenance est de trois mois, sinon il est de six mois.". En conséquence, pour cet analyseur, la fréquence doit être au minimum de toute les quatre semaines (mensuelle).

- Pour l'analyseur de poussières : "L'intervalle de maintenance est de six mois".

- Pour l'analyseur de mercure : "L'intervalle de maintenance est de trois mois".

En conséquence, la fréquence trimestrielle est acceptable pour les analyseurs de poussières et de mercure. Elle n'est pas suffisante pour les analyseurs multi gaz.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place une procédure QAL 3, selon les fréquences mentionnées ci-dessus.

Transmettre, dès réception, le premier rapport de réalisation de la procédure QAL3 de mars 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Prévention contamination des sols et des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.3

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

En fonction des risques de contamination du sol ou de l'eau que présentent les déchets, la surface des zones de réception, de manutention et de stockage des déchets est rendue imperméable aux liquides concernés et dotée d'une infrastructure de drainage adéquate.

Pour les unités nouvelles, ainsi que pour les unités existantes lorsque le site est équipé de piézomètres amont-aval, le site dispose d'un programme de surveillance de la qualité des eaux

souterraines établi à fréquence biennale. Dans le cas contraire, un protocole de contrôle visuel par partie de la fosse est mis en œuvre pour aboutir au contrôle complet des surfaces des zones de réception, de manutention et de stockage de déchet, à une périodicité quinquennale.

+ Articles II.4 et II.5 de l'APC du 25 octobre 2023

Constats :

L'exploitant indique ne pas être en capacité de réaliser un contrôle visuel de l'étanchéité de la fosse (grappin non adapté). De plus, le site réalise un suivi piézométrique.

L'exploitant a mis en place un tableur de suivi et d'interprétation des résultats de prélèvement piézométriques.

A octobre 2025 (saison basse), il est constaté, pour le paramètre entérocoque :

- PZ0 (amont hydraulique), PZ2 (aval hydraulique, site voisin), PZ3 et PZ4 (aval hydraulique, sur le site) : un faible nombre de bactéries en culture (<1 UFC) ;

- PZ1 (aval hydraulique, site voisin) : une importante quantité de bactéries (3000 UFC) ;

L'exploitant précise également que, sur PZ4, aucun coliforme n'est identifié en février 2025 (saison haute).

L'ensemble de ces éléments indiquent que, selon l'exploitant, la nappe n'est pas contaminée par le site, mais plutôt par la réserve de chasse située en amont hydraulique, ou par le site industriel voisin (ferrailleur), situé en aval hydraulique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit poursuivre le suivi de la qualité de la nappe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article II-5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des sols

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Sous six mois à compter de la notification du présent arrêté, soit :

- l'exploitant procède aux investigations environnementales complémentaires dans les sols, suivant un plan d'échantillonnage définissant le nombre de prélèvements ad hoc et les profondeurs pertinentes, et couvrant les paramètres pertinents à analyser dont la liste est fournie infra, pour dresser un état des lieux de l'impact éventuel des activités réalisées dans le périmètre IED de l'établissement : [...]

Constats :

L'exploitant transmet un rapport de base sur l'état des sols et des eaux souterraines de l'usine d'incinération de Pontenx-les-Forges (40), réalisé par la société BUREAU VERITAS en novembre 2025.

Les données qui ont été acquises ont permis de caractériser correctement l'état actuel du sol et ne nécessitent pas d'investigation complémentaire. Aucune recommandation n'est formulée.

Une mention est réalisée sur une anomalie chlorure localisée au niveau de la zone de stockage des balles d'ordures ménagères.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- Investiguer sur l'anomalie en chlorure détecté au niveau de la zone de stockage des balles d'ordures ménagères ;
- Transmettre les résultats de ces investigations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Incendie du 14 juillet 2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31-a)

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant informera immédiatement l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indiquera toutes les mesures prises à titre conservatoire.

Constats :

Un incendie, a priori d'origine électrique, est déclaré sur le site le 14 juillet 2025, aux alentours de 11h. Les pompiers sont intervenus rapidement et l'incendie a été maîtrisé avant 12h.

L'exploitant indique qu'aucun déchet n'a brûlé lors de l'événement. Ce dernier a eu plusieurs conséquences : remplacement du groupe hydraulique impacté, arrêt de l'installation jusqu'au 8 août 2025 (environ 3 semaines) et détournement des déchets vers d'autres installations de traitement environnantes. Les eaux incendie ont été collectées intégralement.

L'exploitant porte l'événement à la connaissance de l'inspection dès le lendemain, par courriel. Il indique mettre en œuvre les recommandations relatives au risque incendie dictées par les experts de son assurance.

Un porter à connaissance de mai 2025 et relatif à la maîtrise du risque incendie est en cours d'instruction.

Pour information de l'exploitant, les incidents et accidents doivent, depuis le 1er janvier 2026, faire l'objet d'une déclaration en ligne sur le site internet : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le rapport interne d'expertise réalisé par PAPREC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois